

15 milliards d'investissements en moins, pour quel effet ?

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 09-04-2013 20:45:59

Des Marocains dans un quartier populaire de Casablanca.

Le gouvernementale a décidé de défalquer de 15 milliards de dirhams le montant alloué au départ à l'investissement public. Quel impact sur la machine économique et sur la vie des Marocains ?

La crise économique et financière que vit le Maroc bat son plein. Et tous les partis de la majorité gouvernementale le reconnaissent. Les ministres les plus directement concernés, à savoir celui de l'Economie et des finances, l'Istiqlalien Nizar Baraka et celui du Budget, du PJD, Driss El Azami, ont dressé un tableau sombre de la situation, alarmant même lors d'une rencontre en fin de semaine dernière à Rabat. Mais ce qui rend la crise plus perceptible aux yeux des observateurs, c'est la décision du gouvernement jeudi dernier de bloquer quinze milliards de dirhams du budget d'investissement pour tenter de les reverser dans d'autres rubriques, avec l'espoir de limiter le déficit.

Contacté par Menara, l'économiste Najib Akesbi a tenu d'abord à relever que le gouvernement pratique sans le dire « une politique d'ajustement structurel pour avoir les bonnes grâces du Fonds monétaire international. » L'expert rappelle que les PAS (plan d'ajustement structurel) ont causé des dégâts à tous les pays qui les ont mis en oeuvre, dans les années 80 et 90, engendrant des troubles sociaux comme en 1984 au Maroc. « Maintenant et au lieu que le FMI présente un plan à suivre, ce sont les gouvernements qui anticipent et appliquent petit à petit ces directives... C'est ce que fait le gouvernement Benkirane... », précise l'économiste.

Pour le gouvernement, il justifie sa décision par le poids de plus en plus pesant de la conjoncture mondiale, marquée par la crise de la zone euro, notamment et les difficultés des exportations marocaines à être écoulées sur le marché international. Le PPS a souligné qu'il s'était opposé à la décision de gel des investissements. De même pour l'Istiqlal qui déclare avoir mis en garde contre toute augmentation des prix, alors que le MP, par le biais de son secrétaire général Mohand Laenser, se dit préoccupé par le manque de réactivité positive du gouvernement et ses tentatives de masquer la réalité catastrophique de l'économie nationale.

Un constat auquel répond l'économiste Omar Kettani dans des déclarations à la presse en insistant sur le fait que « l'économie de la rente, elle, marche, les banques font des bénéfices et le gouvernement veut faire face à la crise par l'augmentation des impôts, ou la création d'autres taxes. La banque mondiale avait estimé le nombre de jeunes chômeurs entre 20 et 25 ans à près de trois millions et si aucune mesure radicale n'est prise pour relancer l'activité économique, le risque de troubles sociaux n'est pas à exclure », précise-t-il.

La diminution du budget d'investissement aura-t-elle un quelconque impact sur le niveau de vie des Marocains ? Pour Najib Akesbi, c'est un faux débat : « Il est certes mauvais de réduire l'investissement, seul moyen à même d'avoir une machine économique réelle qui tourne et crée de la richesse. Mais ce qu'il faut savoir, c'est combien représente les 15 milliards du montant global qui a

été alloué à l'investissement ? Pourquoi, tout simplement parce que depuis quelques années, et 2012 en est la parfaite illustration, on n'investit que 60 à 70% du montant budgétisé au départ. Le reste, plusieurs milliards de dirhams est versé dans d'autres rubriques sans que l'annonce ne soit faite »

Le problème est sérieux. Nabil Benabdellah n'a d'ailleurs pas manqué de le relever à Tanger en présidant le conseil d'administration de l'agence urbaine de la ville. En annonçant la publication d'un décret facilitant les démarches administratives pour les projets d'investissement, le ministre de l'Urbanisme a affirmé : « on ne peut tolérer qu'en ces temps de crise, l'étude de certains projets nécessite plus d'un an au niveau de certains services de l'administration »

Menara